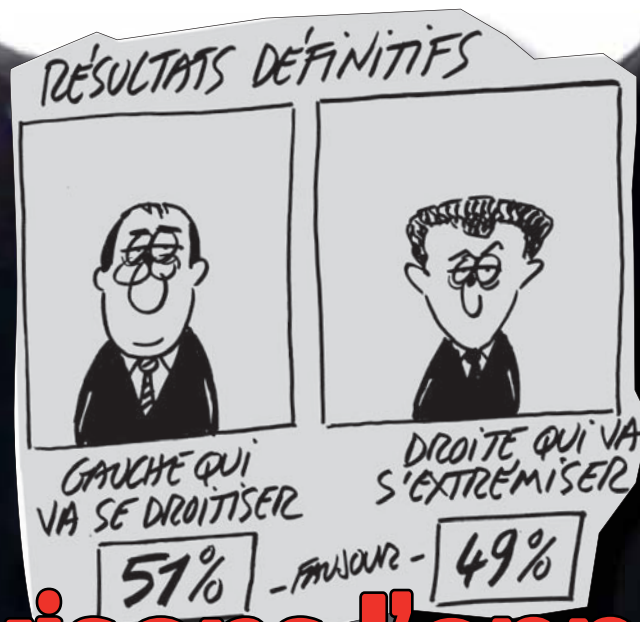


ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**

Sarkozy viré,



construisons l'opposition de gauche à l'austérité !

Dossier NPA EN CAMPAGNE

- Bilan de la Présidentielle
- Nos candidats aux Législatives en Gironde

Faire face à l'austérité et la récession

- Précarité dans le commerce
- Suppressions d'emplois à Cofinoga



Lisez la presse anticapitaliste...

Abonnez-vous

à **TOUT EST A NOUS !**

L'HEBDO



Le nombre d'abonné-es est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

LA REVUE MENSUELLE



Pour s'abonner avec paiement par chèque, photocopier et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est également possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo Tout est à nous	28 €	56 €
Tout est à nous et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

ANTICAPITALISTES !

directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Tarifs d'abonnement : 11 € (11 n° auprès des comités)

15 € (11 n° + frais d'envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

La Présidentielle c'est fait...

Sommaire

Nos vies, pas leurs profits p. 4 à 6

- De l'austérité à la récession...
- Monnaie : ras-le-bol de la précarité
- Cofinoga : «Tout est cadennassé »
- Commerce : précarité, licenciements, bas salaires et hauts profits... Illustration

Dossier - En campagne p.7 à 13

- Les acquis d'une campagne anticapitaliste et militante... et la suite
- Crise du capitalisme, crise politique...
- Les candidats du NPA aux Législatives
- Le «changement» sous les ors de la République
- Retour de la gauche... oui mais laquelle ?
- La dynamique ambiguë du Front de Gauche
- Droite en crise
- Juppé : Armons-nous... et partez !
- Le FN en progression en Gironde

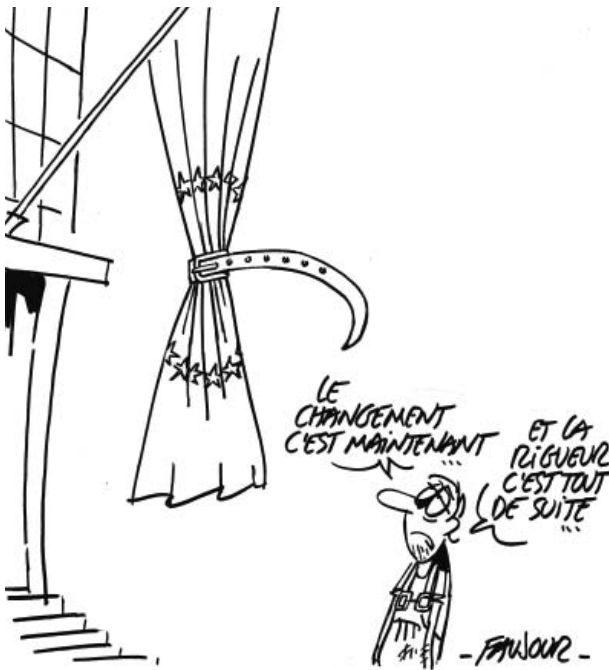
Internationalisme p.14 & 15

- Interview de Salah Hamouri

Harcèlement sexuel p.14

A lire p. 16

- *Olympe de Gouges, BD*



... et voilà maintenant, avec les législatives, la suite d'une même séquence électorale. Le NPA sera bien présent dans les 12 circonscriptions de Gironde pour continuer à faire entendre une voix anticapitaliste, écologiste, antiraciste, féministe.

Nous voulons aussi faire entendre la voix de la révolte contre ce système économique injuste où se côtoient des fortunes indécentes d'un côté et de l'autre, du chômage, de la précarité, de la pauvreté pour la majorité de la population.

Enfin, nous voulons faire entendre la voix des opprimés qui refusent de se résigner à cette logique qui veut que ce soient toujours les mêmes qui payent une crise dont les seuls responsables sont les capitalistes, les spéculateurs, les financiers.

Pour sortir de cette crise il faut une politique totalement inverse de celle qui est menée depuis des années, il faut s'en prendre radicalement aux capitalistes : oui il faut exproprier les banques, en faire un monopole public bancaire sous contrôle de la population, oui il faut annuler une dette complètement illégitime, oui il faut une fiscalité qui prenne l'argent là où il est, dans les poches des plus riches.

Il y a les moyens de répondre à l'urgence sociale, aux besoins de la population. L'argent existe pour développer les services publics, pour supprimer le chômage et la précarité, pour améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population et pour une politique qui respecte l'environnement.

Il faut stopper les licenciements et les suppressions d'emplois dans les services publics, il faut embaucher massivement notamment dans la santé et l'éducation, c'est urgent. Il faut augmenter les revenus de tous, il ne doit pas y avoir un seul revenu au dessous de 1700 euros nets. Il faut enfin sortir du nucléaire et développer les énergies renouvelables.

Ce programme est réaliste car il n'y a aucune fatalité à ce que des millions de gens souffrent pendant que d'autres vivent dans l'opulence. Mais pour que ça change, il faut que la population, que les salariés, les opprimés se mobilisent largement pour la défense des intérêts collectifs.

Il faut que le camp des opprimés relève la tête, qu'il retrouve sa dignité et qu'il reconstruise les liens de solidarité entre tous dont nous avons tant besoin. C'est cette perspective que nous défendons, celle de la lutte, celle de la grève générale, celle de la révolte contre ce monde injuste.

Les élections présidentielles ont au moins servi à quelque chose : nous avons réussi à dégager Sarkozy et sa bande qui ont mené une politique particulièrement antisociale, répressive et raciste. Mais la victoire de Hollande et du PS ne signifie pas que les choses vont changer pour nous. Nous savons que le nouveau gouvernement ne s'affrontera pas aux capitalistes.

Alors il faut préparer une opposition de gauche, une résistance de ceux d'en bas. Pour cela, nous aurons besoin qu'à la gauche de la gauche, qu'avec le mouvement social et syndical, on se retrouve et discute ensemble de la construction d'une riposte unitaire. Il faut préparer une lutte d'ensemble.

C'est cette politique à la fois radicale et unitaire que nous défendons au quotidien, y compris dans ces élections qui nous permettent de le faire plus largement. Et au bout du compte, le projet du NPA reste celui de construire une force politique anticapitaliste et indépendante du PS, un outil qui permette aux opprimés de prendre réellement leurs affaires et leurs luttes en main. La question est bien celle de la démocratie directe, celle d'une démocratie par en bas et pour tous, celle du contrôle et du pouvoir de la population sur l'économie.

Philippe Poutou

www.npa33.org

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

De l'austérité à la récession, le capitalisme conduit la société à l'impasse

Pris au piège de la spirale de l'endettement, les États européens pratiquent une politique d'austérité qui vise à extorquer à la grande masse de la population l'argent nécessaire à garantir à leurs créanciers privés -banques, fonds d'investissements, assurances- le paiement de leur rente. Il s'agit, nous dit-on, de « rassurer les marchés », afin qu'on puisse continuer à emprunter... pour payer les dettes passées !



Les conséquences de cette politique sont catastrophiques : les ponctions systématiques sur les services publics, les retraites, la santé, l'augmentation des taxes de toutes sortes font que le pouvoir d'achat de la grande masse des « consommateurs » ne cesse de diminuer, son niveau de vie de se réduire. Conséquence inévitable de cet appauvrissement des couches populaires, c'est l'économie toute entière qui est ralentie.

Moins d'acheteurs solvables, c'est moins de perspectives de vente... Le remède utilisé par les capitalistes et leurs États pour sauver leurs profits à court terme se retourne, conduit la société à la récession, avec son cortège de précarité, de licenciements et de fermetures dans les banques, le commerce, les entreprises de production de biens et de services...

Daniel Minvielle

A la Monnaie, ras-le-bol de la précarité

Depuis des mois, la direction cherche à faire de nouveaux gains de productivité. Pas question de remplacer un départ en retraite d'ouvrier, sauf si elle n'a vraiment pas le choix. Du coup, elle a recours en permanence aux contrats intérimaires ou CDD pour faire le travail.

Dans le secteur du conditionnement par exemple, elle « forme » des intérimaires au métier de conducteur de chaîne pour les renvoyer immédiatement après et pouvoir les appeler, quand bon lui semble et toujours au dernier moment ! Un nouvel atelier de « dénatura-tion des pièces » a vu le jour avec 6 ouvriers précaires pour 2 embauchés. Les syndicats ouvriers ont voté contre lors du CE, en réclamant des embauches, mais le discours de la direction reste toujours le même : « on ne peut pas embaucher pour une activité provisoire »... alors qu'il y a déjà 18 mois de boulot garanti dans cet atelier !

Grâce à cette politique, la direction a pu grignoter des emplois : entre 2010 et 2011, l'effectif global des établissements de Paris et Pessac est passé de 490 à 468... et la réalité est pire, puisque ces chiffres intègrent les nombreuses embauches de cadre supérieur, de conseiller en communication, de DRH et d'une série d'adjoints qui font qu'aujourd'hui la Monnaie compte près de 15 directeurs !

Mais le ras-le-bol se renforce et les collègues en ont assez de voir le mépris de la direction pour les salariés précaires, sans parler de la dégradation des conditions de travail en production. Cela d'autant plus que la Monnaie a fait 18 millions d'euros de bénéfice en 2011. La direction vient même de décider d'en reverser 8 à l'Etat et de rajouter au pactole 36,5 millions de trésorerie qu'elle avait de côté. Alors de l'argent pour les embauches et les salaires, ce n'est pas ça qui manque !

Laurent Delage

Nos vies, pas leurs profits

Cofinoga : « Tout est cadennassé »

C'est l'expression entendue auprès de salarié-e-s rencontrés pour discuter de la situation à Cofinoga, cinq mois après l'annonce du plan de suppression de 460 emplois, dont près de 400 à Mérignac.

Depuis cette annonce, les événements surprenants n'ont pas manqué, notamment avec les deux journées de grève massive des 12 et 13 mars, suivies à plus de 95%, avec des manifestations dans la zone tertiaire de Mérignac : du jamais vu. Surprise aussi, quand au lendemain de ces deux journées mémorables, la mobilisation a semblé s'évaporer, les semaines s'enchaînant sans aucune action : « ça a été le silence radio côté syndicats, sans doute dépassés, pas préparés à ce genre de situation », convoqués aussi de réunions en réunions avec une direction faisant durer.

De son côté, la direction a joué le chaud et le froid. Ainsi, au service de la Relation clientèle (chargé de répondre aux demandes de crédit et de préparer les dossiers avec les clients), le lendemain de la grève, les appels téléphoniques affichés disparaissaient mystérieusement, puis étaient carrément inexistantes. Il a fallu deux jours pour comprendre qu'ils étaient détournés informatiquement vers d'autres centres en région parisienne et en PACA. Une façon pour la direction de mettre la pression : « ils voulaient nous montrer après la grève qu'ils pouvaient se passer de nous » pour essayer de casser le moral. Au moins, la grève a levé des préventions : « maintenant on ose dire des choses, on demande des comptes » et le responsable est venu bredouiller des explications sur le mode de « l'erreur de communication ».

Mais surtout ce qui règne depuis des mois, c'est l'opacité : « on ne sait pas, tout est cadennassé, les services sont coupés les uns des autres, cloisonnés, certains ont des informations que d'autres n'ont pas et ça ne circule pas ». Même du côté syndical, l'information est minimale. Résultat « la vie a repris son cours, tranquillement, après deux jours de marche, on a pris le soleil et le travail a repris ses droits ».



L'autre résultat, c'est que chacun se fait son scénario. Tout le monde a bien compris que le nouveau directeur, Rafaele Cicala, « est là pour faire le ménage, c'est un nettoyeur », mais ensuite ? Certains pensent que c'est le service recouvrement qui va payer le prix lourd du plan de suppression, tandis que la direction dit à ceux qui vendent les nouveaux crédits « vous devez sauver l'entreprise ». Peut-être une bonne vieille stratégie de division, pour laisser chacun s'inquiéter ou espérer de son côté.

Une information claire vient maintenant de tomber, suite à la réunion du Comité Central d'Entreprise du 14 mai : la machine des départs volontaires est en route, avec malheureusement l'accord des représentants syndicaux au CCE qui se sont quand même opposés aux départs

contraints. L'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, UNSA, FO et CGC relaie le message : dès la deuxième semaine du mois de juin un « Espace Conseil et Mobilité » (c'est toujours joliment nommé) sera ouvert pour inciter les salariés à partir avec des primes, et plus vite ils partiront, plus ils toucheront. D'autant que cela s'accompagne d'autres annonces de

dégradation des conditions de travail et de rémunération pour ceux qui veulent rester. Ainsi, le même salarié payé 1 500 euros brut avec 14 ans d'ancienneté, toucherait 70 000 euros pour un départ avant fin septembre, puis 63 000 pour un départ avant fin décembre, et 49 000 pour un départ avant fin mars 2013.

Ce type de grille a pour seule fonction d'accélérer l'hémorragie des emplois, laissant chaque salarié seul face à sa décision.

Alors que le secteur bancaire est en train de supprimer massivement des postes (Crédit Agricole : 2400, Société Générale 1500, BNP-Paribas 1400), c'est la résistance collective pour le maintien de tous les emplois qu'il s'agit de populariser et de construire.

Correspondants

Nos vies, pas leurs profits

Dans le commerce : précarité, licenciements, bas salaires et hauts profits... Illustration

Depuis un peu plus d'un an, sous le faux prétexte de la crise certains patrons justifient leurs politiques d'austérité.

Austérité sur les salaires d'abord

Les salariés du commerce et de la grande distribution sont de ceux qui ont les salaires les plus bas. Imaginez, lorsque l'on a la chance d'être à temps complet, c'est purement et simplement le Smic qui est proposé soit 1096,94 € net par mois.

A Cdiscount par exemple, lors des dernières Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) la direction n'a proposé que 2,5% d'augmentation générale (AG), alors même que l'entreprise (propriété

du groupe Casino) affiche une progression de son chiffre d'affaire de 14,5%. Idem à la Scaso (entrepôt Leclerc à Cestas), où la direction n'a proposée que 2,3% d'AG alors que là aussi les résultats sont en progression.

Sous le faux prétexte de la crise, les patrons s'entendent pour imposer une austérité salariale pour protéger leurs résultats et accaparer la plus-value du monde du travail. Dans ces deux en-

treprises d'ailleurs, il y a eu une journée de grève au moment des NAO (en mars pour Cdiscount qui réclamaient 200 € de plus et en avril à la Scaso pour 150 € net pour tous); grèves qui n'ont rien donné car trop isolées. Car c'est bien d'un mouvement d'ensemble dont nous aurons besoin pour imposer nos revendications face à nos patrons... et à un gouvernement de gauche qui nous prépare à l'austérité salariale.

Austérité et institutionnalisation de la précarité ensuite

Dans ces deux entreprises, on utilise intérimaires et CDD comme variable d'ajustement pour «faire face aux variations saisonnières» comme ils disent. Beaucoup de jeunes issus des quartiers populaires de Pessac et de la CUB servent de bouche-trous et de main d'œuvre corvéable et bon marché. A la Scaso par exemple,

au regard du total des heures supplémentaires effectuées en 2011, ce sont 15 embauches de CDI qui auraient pu être faites. En 2012 cette politique s'est encore plus accentuée avec quasiment



20% de travailleurs précaires présents en continu sur la boîte. Et après, on nous rabat les oreilles dans la presse que ce sont les chômeurs qui ne veulent pas bosser, alors que ce sont les patrons qui ne veulent pas embaucher ! Cette politique n'est pas particulière à ces deux entreprises mais bien généralisée à l'ensemble du monde du travail. Alors avec le projet du gouvernement de mettre en place de nouveaux « contrats aidés » (tu parles d'un changement...) et notamment le « contrat de génération » (un sénior tuteur d'un jeune) c'est bien d'un nouveau cadeau au patronat dont il est question.

Pour faire face à toutes ces mesures qui s'annoncent, ce qu'il nous faut préparer c'est un 3ème tour social pour imposer notre besoin légitime de vivre décemment avec aucun salaire inférieur à 1700€ net, l'embauche des précaires dans le privé comme dans le public...

Alex Hourticq

Carrefour : entre 3000 et 5000 licenciements prévus

Alors que le groupe Carrefour annonçait début mars une chute de ses bénéfices de 14,3%, plusieurs syndicats craignent que cela serve de prétexte pour licencier massivement. Les coupes se feraient dans les magasins (20 personnes par magasins) mais aussi dans les sièges sociaux.

Car c'est bien d'un prétexte qu'il s'agit car même si il y a baisse des bénéfices, ils ne sont pas sur la paille, loin de là avec 371 millions d'euros de bénéfices. Que faire avec cet argent ? Une solution serait non seulement de maintenir l'emploi mais d'augmenter les salaires des 112 000 salariés en France (1er employeur privé) ce qui équivaldrait à une augmentation mensuelle de 275€ par mois. Leurs caisses ne sont pas vides, loin de là !!! Cela montre bien qu'il nous faut imposer une autre répartition des richesses...

Les acquis d'une campagne anticapitaliste militante... et la suite

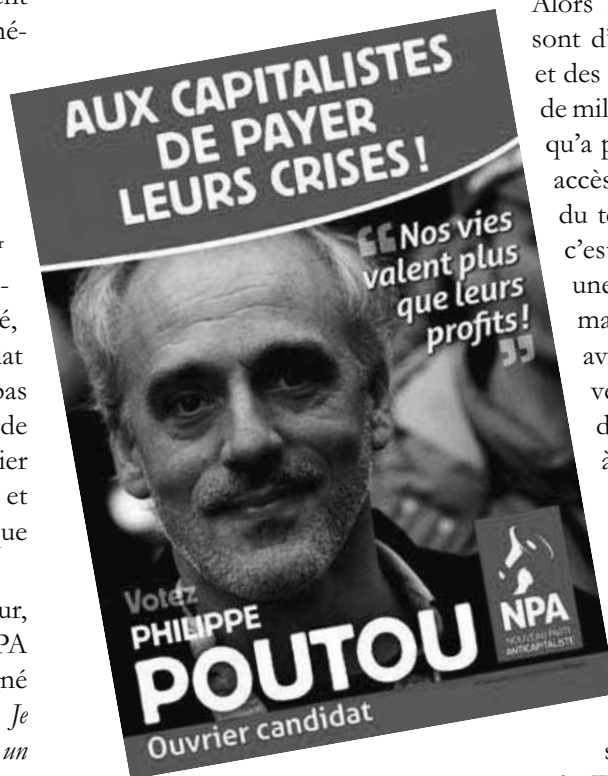
La campagne présidentielle portée par Philippe a indéniablement marqué l'opinion, bien au-delà du score obtenu (1,15 % nationalement). La sympathie exprimée, de plus en plus souvent au fur et à mesure de la campagne et des apparitions médiatiques en témoigne. Si nous ne sommes pas parvenus à convaincre aussi largement que nous l'aurions souhaité de la nécessité et de l'utilité de voter pour nous, ce qu'a porté notre camarade a touché.

Nombre de messages reçus, de réactions dans la rue, sur les marchés ou comme lors de la manifestation du 1^{er} mai, exprimaient (et expriment toujours) la sympathie pour la pugnacité, l'authenticité de Philippe, ce candidat pas comme les autres ne reculant pas devant les difficultés et les coups de pattes peu sympathiques ; un ouvrier appelant à ne pas « fermer sa gueule », et beaucoup ont tenu à dire la « fierté » que ses interventions leur a donné.

Ainsi, au lendemain du premier tour, parmi les messages envoyés au NPA pour Philippe, on pouvait lire, signé d'un « fils d'ouvrier » : « Félicitations. Je n'ai pas voté pour vous, mais vous avez été un porte-parole très précieux ! ... La façon dont vous avez fait preuve de simplicité et d'audace ça nous a fait du bien ! Vous méritez notre gratitude ! ». Ou encore cet autre message pour demander les coordonnées d'un comité expliquant : « M'aura fallu du temps pour que ma colère monte aussi haut. Quoiqu'il arrive, il faut que l'on tente d'être plus, et plus forts. Donc voilà ». ... Quelques jours plus tôt, un autre écrivait : « Je voulais voter « Mort aux cons » mais ce coup-là, je vote pour toi et je fais campagne avec mes moyens... ».

Alors, ces échanges, ces signes de sympathie, de fierté, d'envie de s'y mettre ou de s'y remettre, nous en avons tous eu, et certaines de ces rencontres ont amené de nouveaux camarades à rejoindre des comités du NPA, d'autres qui

s'en étaient éloignés à revenir, en commençant par poursuivre la campagne avec les législatives. Car ce sentiment d'urgence est ressenti bien au-delà de nous. Urgence de ne pas rester passif, de prendre la parole, de se révolter et de prendre part à un combat pas facile mais indispensable, nécessaire.



Cela malgré les difficultés. Difficultés d'abord de la période, d'une crise qui n'en finit plus de s'aggraver et que beaucoup ont déjà payé cher alors que les mobilisations qui ont eu lieu depuis les attaques contre les retraites en 2003 ont quasi toutes échouées. Notre programme, ce que nous avons à proposer, n'est pas une chose « facile ». Nous ne disons pas « votez pour nous et ça va changer ». ... Non, la seule chose que nous pouvons dire à nos collègues, nos voisins, nos amis, nos camarades de luttes et de résistance, à tous ceux à qui on s'adresse, c'est : « votez pour vous, votez pour votre colère, pour affirmer ce que vous pensez juste, légitime... et battons-nous ensemble, organisons-nous pour y parvenir, faisons nous-mêmes

de la politique ». Ce message porté par Philippe a été entendu clairement, compris, respecté, même si certains parmi ceux que cela touchait ont mis un autre bulletin dans l'urne en espérant selon les cas que face à Sarkozy ou pour pousser Hollande, cela pourrait (peut-être) être plus « utile ».

Alors les acquis de la campagne, ce sont d'abord ceux-là : des sympathies et des envies nouvelles ou renouvelées de militer, de faire de la politique. Et ce qu'a permis la Présidentielle, avec cet accès aux médias plutôt rare le reste du temps pour nous et notre camp, c'est de faire entendre largement une voix anticapitaliste. Bien sûr de manière concise, rapide, mais nous avons défendu la nécessité de renverser le rapport de force pour disputer le pouvoir aux banques, à la finance, à une petite minorité dont la recherche de profit met aujourd'hui l'immense majorité en danger. Non seulement en France mais dans toute l'Europe en commençant par la Grèce, et au-delà...

Reste aujourd'hui à écrire la suite, en s'appuyant sur ces acquis. Et les Législatives sont l'occasion de prolonger la campagne, d'entraîner tous ceux qui ont envie d'en être, chacun à sa façon, avec ses disponibilités, ses envies, ses initiatives, son énergie... Il y a de la place pour toutes et tous dans ce combat. Et cette campagne est bien loin d'être simplement électorale, c'est une campagne de construction et de débat avec ceux que nous rencontrons : quel parti anticapitaliste construire, comment poser la question du pouvoir, quelle alternative à l'impasse institutionnelle ? De quoi faire. C'est sans nul doute enthousiasmant... et urgent !

Isabelle Ufferte

Crise du capitalisme, crise politique...

« *Sortez les sortants* » : dans toute l'Europe, les majorités au pouvoir sont à tour de rôle délogées, expression de la crise politique. Confrontés à une crise financière et économique qu'ils sont incapables de juguler, pas plus le gouvernement de Ayrault que les autres, les pouvoirs en place mènent des politiques d'austérité qui génèrent, à des degrés divers, la colère et la contestation sociale. Qu'ils soient de droite ou de gauche, ils mènent tous une politique de même nature : cadeaux aux banques, aux spéculateurs, aux plus riches, et austérité pour la grande majorité de la population. Ce serait la condition nécessaire, nous disent-ils, pour mettre fin aux « déficits », redresser la barre, remettre l'économie sur les rails... tout cela au nom de la défense d'un soi-disant « intérêt général » qui concernerait l'ensemble de la « Nation », des « citoyens », des « Français » !

Le mensonge a d'autant plus de mal à passer que malgré les « sacrifices » qu'ils nous imposent, la situation ne fait qu'empirer. Si pendant la campagne des

présidentielles, nombre de plans de licenciements avait été mis en suspend, ils reprennent de plus belle aujourd'hui. De même la crise européenne de la dette qui avait été mise au second plan revient aujourd'hui au grand jour en Grèce, en Espagne..., entraînant toute l'Europe dans la récession.

Pas étonnant donc qu'une partie de plus en plus importante des populations ne fasse plus confiance aux partis de gouvernement, ceux qui « alternent » au pouvoir au gré des élections. Cette crise politique, crise du pouvoir de la bourgeoisie, atteint actuellement un summum en Grèce. A un degré moindre, elle s'est traduite en France à la présidentielle par le fait qu'un électeur sur cinq n'est pas allé voter sans compter les votes blanc, que 18 % de ceux qui y sont allés l'ont fait en votant pour la candidate du Front National, se laissant prendre à un discours démagogique qui n'est « antisystème » que pour mieux les tromper. Quant aux électeurs qui ont voté Hollande, nombreux sont ceux

qui l'ont fait par défaut, pour « déloger Sarkozy et sa bande », sans aucune illusion sur la politique qu'il va mener avec son gouvernement...

Il n'y a pas plus de solution à la « crise de la démocratie » que traverse la bourgeoisie européenne qu'il n'y a de solution à la crise financière, économique et écologique sans une rupture avec les lois du marché, avec la dictature de la finance, s'appuyant sur un changement de rapport de force entre les classes, sur la mobilisation des exploités pour imposer leurs propres exigences sociales, économiques, écologiques, démocratiques. Comme l'a répété Philippe tout au long de la campagne de la présidentielle, comme il l'écrit dans l'éditorial de ce numéro d'*Anticapitalistes !* : « *La question est bien celle de la démocratie directe, celle d'une démocratie par en bas et pour tous, celle du contrôle et du pouvoir de la population sur l'économie* ». Une idée que portent les candidats du NPA aux législatives.

D. M.

Les candidat-e-s du NPA aux Législatives

Isabelle LARROQUET

46 ans, infirmière clinique privée

Suppléante

Béatrice WALYLO

37 ans, enseignante



1ère circonscription

2ème circonscription

Valérie PÉNY

37 ans, professeur des écoles

Suppléant

Jacques RAIMBAULT

58 ans, ouvrier en invalidité



Marie FAURÉ

30 ans, enseignante

Suppléant

Jean-Noël DEAT

60 ans, éducateur



3ème circonscription

4^{ème} circonscription

Christine HERAUD

Institutrice spécialisée, élue NPA à Cenon, militante syndicale

Suppléante

Mónica CASANOVA

Enseignante, élue NPA à Lormont, militante syndicale



Philippe POUTOU

45 ans, ouvrier dans l'automobile, militant syndical

Suppléante

Françoise GAILLARDON

61 ans, retraitée de la chimie



5^{ème} circonscription

6^{ème} circonscription

Philippe ROUZÉ

50 ans, responsable d'approvisionnement, élu NPA au Haillan

Suppléante

Sandrine ALARCON

42 ans, employée aéronautique



Le « changement » sous les ors de la République

Dans la foulée de la passation de pouvoir entre Sarkozy et Hollande (sous le regard amusé de Parisot, avec gardes républicains et flonflons), celles des ministres des gouvernements Fillon et Ayrault étaient certes plus softs mais pleines de bons mots, de sourires entendus, de tutoiements touchants.

Ainsi les échanges très cordiaux de Juppé et Fabius. Le nouveau ministre des Affaires étrangères l'a assuré : « en fonction des résultats électoraux, les pouvoirs passent, mais les intérêts de la France demeurent ». Kouchner avait déjà expliqué lors de sa nomination au même ministère que « la politique extérieure de notre pays n'est ni de droite ni de gauche »... elle est en effet simplement au service des intérêts des capitalistes.

Le choix de Valls au ministère de l'Intérieur a du sens, lui qui compte parmi ses amis proches un certain Bauer, spécialiste « sécurité » et conseiller de Sarkozy. « Ni angélisme ni course aux chiffres » a-t-il expliqué, mais un « message de

confiance à tous les fonctionnaires de police, des préfectures, de la sécurité civile, à tous les militaires de la gendarmerie ». Les talents du maire d'Evry ne sont plus à démontrer : celui qui expliquait qu'il fallait, pour donner « une belle image » à sa bonne ville, y mettre « quelques blancs, quelques white, quelques blancos », a fait installer des caméras de vidéosurveillance un peu partout et a triplé les effectifs de sa police municipale qu'il a armée.

Quant à Montebourg, homme de « la gauche du PS » et chargé du « redressement productif », il va lancer -alors que les plans de

licenciements reprennent de plus belle- « un appel à tous les Français de bonne volonté pour qu'ils nous apportent leurs idées pour la reconstruction de notre appareil productif, grande cause nationale ». Et pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, son premier invité a été Jean-Louis Beffa, ancien patron de Saint-Gobain, « un patriote de l'économie française » selon lui.

Alors, le changement... pas sûr que ce soit pour maintenant...

I.U.



Retour de la gauche... oui mais laquelle ?

51,62%... Quasiment le même score que François Mitterrand en mai 81 (51,76%). Même Bordeaux a encore creusé l'écart entre les 2 candidats par rapport à 2007 en créditant François Hollande de 57,18% (soit 15000 électeurs de plus que Sarkozy). Une victoire donc... et un réel soulagement pour tous ceux qui, depuis 10 ans, souhaitent en finir avec cette droite arrogante, décomplexée, brutale, n'ayant cessé de porter ses coups contre les travailleurs, salariés, retraités, chômeurs, immigrés, jeunes...

Le projet libéral des socialistes

Un soulagement, oui mais sans enthousiasme, sans illusions non plus. Comment en effet s'enthousiasmer pour un président qui, à aucun moment dans la campagne n'a offert une perspective de changement réel pour les millions de salariés qui vivent dans la précarité, l'insécurité sociale, la misère. Un président qui, le jour de son investiture, annonce solennellement qu'il « mesure le poids des contraintes auquel notre pays fait face », histoire de nous préparer sans tarder à la cure d'austérité qu'il va nous imposer ; qui, même s'il accable à juste titre le bilan du président sortant, rend tout de même hommage à ses prédécesseurs Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou, de Gaulle ! Le candidat de la gauche est devenu aussitôt le

président de « l'apaisement » et de la « réconciliation »... dans un contexte économique et social où la guerre de classe menée par les riches a rarement été aussi déchaînée.

Quant aux illusions que cette victoire pourrait nourrir, elles ont été, pour beaucoup de travailleurs, largement éteintes par les différentes périodes où la gauche a gouverné le pays. A défaut de « changer la vie » comme le promettait Mitterrand et « passer d'une société capitaliste à une société socialiste » (Jacques Attali en 1980 à la Convention d'Alfortville), la gauche au pouvoir a, depuis le fameux tournant de 82-83, largement favorisé et accéléré la soumission à l'ordre néo-libéral imposé par les capitalistes : désindexation des salaires sur les prix, liquidation de la sidérurgie lorraine, défense des intérêts impérialistes en Françafrique et dans les colonies, privatisations massives dans les transports, les télécommunications, le secteur bancaire, l'aérospatiale, dérèglementation et flexibilisation du marché du travail, exonérations fiscales et baisse de cotisations sociales pour les patrons au nom de la sacrosainte compétitivité...N'en jetez plus ! Loin de répondre à l'urgence sociale, toutes ces mesures n'ont fait qu'accroître les inégalités et remettre autant que possible le pouvoir et la richesse entre les mains des rentiers.

Patrick Chandon

7ème circonscription

Isabelle UFFERTE

53 ans, infirmière CHU, élue NPA à Pessac

Suppléant

Alexandre HOURTICQ

34 ans, salarié du commerce



Monique NICOLAS

Militante féministe et syndicale,
conseillère technique en travail social

Suppléant

Thierry DE MUNICO

Formateur, militant associatif



8ème circonscription

9ème circonscription

Hervé RIOU

48 ans, conducteur d'engins, intérimaire

Suppléante

Corinne THÉRAGE

48 ans, coiffeuse, sans emploi



LE PROGRAMME DE HOLLANDE



La dynamique ambiguë du Front de gauche

Construire une opposition de gauche à Hollande est donc une nécessité. De ce point de vue, les 4 millions de voix pour le Front de gauche apparaissent bien sûr comme une bonne nouvelle pour le mouvement social. Après tous les coups reçus sans rien gagner, beaucoup de travailleurs combattifs, que nous croisons dans les mobilisations et les cadres unitaires de résistance, ont sans doute porté leur espoir de changement dans la « révolution par les urnes ».

Pourtant, les dirigeants du Front de gauche, s'ils savent nous indiquer le chemin des urnes, ne semblent pas vraiment portés vers la rupture avec le PS, le minimum syndical pour commencer à révolutionner la société. Si le candidat Mélenchon écarte la perspective d'une participation à un gouvernement socialiste, il a aussi précisé : « nous n'appellerons pas à des manifestations... nous on suit les syndicats... ni soutien, ni participation, ni opposition » (LCP, 18/04). Quant à Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, il annonce l'objectif de « faire élire une majorité de gauche à l'Assemblée nationale ». Une majorité pour quoi faire ? Pour voter les budgets libéraux comme c'est déjà le cas dans les départements et régions ?

A l'heure actuelle, les ambiguïtés entretenues par la direction du Front de gauche confortent la nécessité d'une voix résolument anticapitaliste, totalement indépendante du PS et de son allié réformiste, une voix tournée vers les luttes, pour construire dans la clarté l'opposition unitaire au gouvernement et répondre à l'urgence sociale.

P. C.

Virginie DOLE

34 ans, aide médico-psychologique

Suppléant

Pierre GUILLONEAU

54 ans, aide soignant



10ème circonscription

11ème circonscription

Nathalie VIGIER

51 ans, maraîchère bio

Suppléant

Julien GUILLOT

34 ans, ouvrier



Droite en crise

La défaite réjouissante de Sarkozy a aussi pour conséquence d'accentuer les divisions au sein de l'UMP, où les courants se multiplient : *Droite populaire, Droite sociale, Droite libérale...* Le député UMP de Paris Bernard Debré annonce que « *les couteaux vont sortir* ». Ambiance...

En Gironde aussi, la droite est dans une crise indissociable de la montée du FN et la peur de perdre les postes redonne une nouvelle impulsion aux envies d'alliance avec lui. Ainsi, Jean-Paul Garraud, député du libournais et co-fondateur de la *Droite populaire* (courant à l'extrême droite de l'UMP) court après les voix de Le Pen, qui ont été nombreuses dans les cantons de sa circonscription : Castillon-La-Bataille (26,55%), Pellegrue (26,16%), Pujols (24,70%), Sainte-Foy-La-Grande (21,97%)...



Son collègue des Alpes-Maritimes, Lionnel Luca confirme : « *le soir du second tour des législatives, ce sera l'appel aux morts ! ... On verra qui sont les survivants, et on fera les comptes* ». Alors Garraud n'est pas en reste. Dès le 7 mai, il écrit : « *de nombreuses questions se posent qu'il va falloir trancher rapidement et qui tournent autour de la recomposition de la droite. Une majorité des électeurs de l'UMP et des électeurs du FN veulent un rapprochement* »... propos qu'il précisait quelques jours plus tard pour « *faire comprendre à ceux qui se sont égarés dans le vote FN qu'ils sont représentés à l'UMP* ». Ces propos s'inscrivent dans une campagne décomplexée où on a pu voir l'ex-ministre de la Défense, Longuet, se faire interviewer par *Minute* pour dire que le FN est un « *interlocuteur qui n'est pas bienveillant mais qui, au moins, n'est pas disqualifié* ».

Juppé s'est bien gardé pendant toute la campagne de se démarquer de ces choix. Depuis qu'il est au gouvernement, il a assumé la politique ultra réactionnaire de Sarkozy, cautionnant tous ceux qui pensent comme Garraud, encore lui : « *nous avons perdu parce que nous n'avons pas été assez loin. Cette stratégie était la bonne, mais il fallait commencer plus tôt et en faire plus* ».

Pour la suite, les résultats des législatives seront déterminants. Si le FN obtient des députés (la dernière fois, c'était en 1986, avec de la proportionnelle sous Mitterrand), avec ou sans l'accord explicite de notables de l'UMP, il essaiera d'être l'axe d'un nouveau parti de gouvernement, regroupant une frange de l'UMP, autour de ce programme qu'ils partagent déjà : populiste, nationaliste, anti-immigrés, et aussi anti-ouvrier, anti-syndical, un danger pour l'ensemble des classes populaires.

François Minvielle

Juppé et les législatives : Armons-nous... et partez !

Au soir de la défaite de Sarkozy, Juppé prévenait : « *nous allons repartir à la prochaine bataille, celle des élections législatives* ». Mais les accents conquérants de l'ex-ministre des Affaires étrangères ne s'appliquaient manifestement pas à lui-même. Dès le lendemain on pouvait lire : « *Législatives : Juppé ne reprendra pas la circonscription de Chaban...* »

C'était pourtant acquis : le maire de Bordeaux allait partir « reprendre » la 2ème circonscription de « sa » ville qu'il avait perdue en 2007 au bénéfice de Michèle Delaunay, PS, devenue récemment ministre de Hollande...

Cet aléa de la vie parlementaire survenait alors que Juppé revenait de son exil

au Canada, où il avait purgé sa peine d'un an d'inéligibilité suite à l'affaire des emplois fictifs de la Ville de Paris et lui avait valu de devoir renoncer au poste de super-ministre (Écologie, Développement et Aménagement durable) que venait de lui offrir son ami Sarkozy.

La gifle était d'autant plus sévère que cette circonscription, la « *circonscription de Chaban* », était « le » fief historique de la droite bordelaise. Chaban Delmas en était devenu député en 1946, un an après avoir été élu maire. Juppé lui avait succédé à la mairie en 1995, puis au Parlement en 1997.

Avec l'échec de 2007, 60 ans de « *continuité historique* » s'achevaient... d'où l'en-

jeu politique de la « reconquête » à laquelle Juppé se préparait depuis 2010.

Mais ses ardeurs ont été refroidies par les 59 % obtenus par Hollande dans la circonscription : la « reconquête » avait toutes les chances de virer Bérézina... une perspective lourde de conséquences au moment où d'alléchantes perspectives s'ouvrent à Juppé de faire valoir, comme l'écrit la presse, « *son aura à droite, acquise de longue date et amplifiée tout récemment au Quai D'orsay, en vue d'une recomposition de la droite sans Sarkozy*... ».

C'est donc N. Florian, un jeune qui monte à l'UMP local, qui ira à la « bataille des législatives » à sa place.

D. M.

Le FN en progression en Gironde

Comme dans le reste du pays, l'électorat de la famille Le Pen a progressé à la Présidentielle. 15,61% cette année en Gironde (127 811 voix) ; 9,12% (75 062 voix) en 2007, et 14,22% (85 771 voix) en 2002 (auxquels il faudrait ajouter les 1,48% et 8 906 voix de Mégret).

Ce sont principalement les cantons ruraux où les scores ont été particulièrement élevés, comme dans le Libournais (voir article précédent), les cantons de Blaye (20,52%) et de Bourg (22,38%), de Lesparre-Médoc (26,29%), de Pauillac (27,73%). Une géographie qui recouvre celle des inégalités : la Gironde est un des départements où l'écart de niveau de vie entre les zones urbaines et les campagnes est le plus grand.

Le Pen a marqué des points chez ceux qui ont subi la crise de plein fouet : classes populaires et moyennes reléguées loin des villes trop chères et voyant leur confort de vie s'effondrer, petits propriétaires frappés ou effrayés par la crise, travailleurs se sentant menacés par la mondialisation, une partie de la jeunesse décomplexée par le sarkozysme ou désespérée par le manque d'avenir.

Le Pen n'a eu qu'à ramasser les résultats d'années de politique réactionnaire et antisociale que n'aurait pas renié

le FN, sans avoir à payer l'usure du pouvoir : chasse aux sans-papiers, immigration choisie, exacerbation de « l'identité nationale », propos racistes jamais sanctionnés. Et aussi, car certains oublient trop qu'il s'agit là d'un volet essentiel de la politique de l'extrême droite : casse des droits sociaux, de la retraite, attaques contre les fonctionnaires, dénonciation du syndicalisme, etc. C'est l'ensemble de ces éléments qui ont marqué une dégradation forte du rapport de forces au détriment des classes populaires, et que les mobilisations n'ont pas pu empêcher.

Voilà le terrain pourri sur lequel a prospéré Le Pen. Les renoncements de la gauche dans l'opposition ont laissé la voix libre. La gauche de l'austérité au gouvernement ne peut qu'accélérer encore ce mouvement.

Il s'agit d'un avertissement grave supplémentaire, une raison de plus de renforcer des liens unitaires pour défendre les droits sociaux et démocratiques, de renforcer aussi un courant anticapitaliste en opposition à la gauche de gouvernement, pour s'opposer au piège terrible qui dévoie le mécontentement vers le nationalisme et le populisme.

F.M.

Le 10 juin, votez pour des candidat-e-s qui veulent en finir avec la tyrannie de la finance pour faire ensemble le choix d'une solidarité et d'une démocratie réelle maintenant. **Votez pour les candidat-e-s du NPA.**

12ème circonscription

Laurent DELAGE

45 ans, électromécanicien, militant syndical

Suppléante

Martine PONT

51 ans, précaire de l'éducation nationale, militante syndicale



mercredi 6 juin - 20h
meeting avec
PHILIPPE POUTOU
et les candidat-e-s NPA
aux Législatives
Bordeaux - Athénée Municipal

Plus d'infos sur :

www.npa33.org & www.npa2009.org

Internationalisme

Salah Hamouri est en France

L'interview que nous publions ici est déjà parue dans le numéro 147 de l'Hebdo Tout est à nous. Salah Hamouri a fait une tournée dans de nombreuses villes pour remercier les comités qui s'étaient constitués pour exiger sa libération. Il était à Bordeaux le 21 avril.

Salah Hamouri est palestinien comme son père, résident de Jérusalem Est occupée. Salah est français comme sa mère, originaire de Bourg-en-Bresse et professeur de français dans une école de Jérusalem. Salah a passé près de sept ans en prison pour un dossier vide, condamné par un tribunal militaire d'occupation après trois années de détention administrative. Mais Israël ne l'a pas condamné à l'âge de 20 ans par hasard : étudiant, il était déjà convaincu de devoir se mobiliser pour défendre les droits du peuple palestinien. Sept ans plus tard, c'est un militant conscient, réfléchi et déterminé que nous avons rencontré.

Salah, tu es arrivé en France depuis trois semaines déjà, et tu as pu te rendre dans de nombreuses villes*, presque une par jour, pour rencontrer les comités qui avaient réclamé ta libération. Impressions ?

C'est d'abord bien sûr une immense joie d'être avec les gens qui m'ont soutenu, qui ont réclamé ma libération (et celle de tous les prisonniers politiques) que je peux remercier pour leur combat. Je constate que les gens nombreux qui viennent à ces rendez-vous veulent savoir ; ils veulent savoir ce qu'est vraiment la vie des prisonniers palestiniens, les conditions de leur condam-

nation, les conditions de leur détention. Et moi, je leur apporte une confirmation : l'importance considérable du soutien à l'extérieur pour ceux qui vivent dans ces prisons. Tout le courrier n'arrive pas. Tous les messages n'arrivent pas. Mais beaucoup passent, des lettres arrivent. Ce sont autant de signes que nous ne sommes pas seuls. C'est déterminant pour nous. Je suis venu dire que votre défense des valeurs de l'être humain, c'est ce qui nous a permis d'effacer le mot désespoir de notre vocabulaire.

L'actualité des prisons israéliennes, c'est la grève de la faim.

C'est un mouvement extraordinaire qui est en train de se dérouler. Aujourd'hui, au 10e jour, 2 000 prisonniers sur 4 600 participent à ce mouvement. Il faut que vous l'imaginiez : pour que simultanément dans les 23 lieux de détention, autant de prisonniers participent à une même date à un tel mouvement, sur les mêmes revendications, malgré l'isolement, c'est près de deux ans de travail. Si un tel mouvement a pu être mis en place,

Harcèlement Sexuel : Une Décision Scandaleuse.

Communiqué du NPA du vendredi 4 mai 2012

Le conseil constitutionnel vient de décider l'abrogation de la loi existante contre le harcèlement sexuel, car elle ne « définit pas les crimes et délits en termes suffisamment clairs et précis. » Une mesure constitutionnelle visant à empêcher l'arbitraire est donc totalement détournée pour envoyer les femmes se plaindre ailleurs.

La nature même du harcèlement sexuel est de prendre des formes très variées et insidieuses. La prouesse du harceleur est précisément la capacité incroyable à faire comprendre ses intentions au travers des choses les plus quotidiennes et anodines. Cette décision est un recul grave des droits des femmes et son application immédiate laisse des milliers de femmes ayant engagé des poursuites dans une situation d'injustice intenable. Il faut changer la loi sur le harcèlement sexuel pour renforcer le droit des victimes, pas pour dédouaner les soi-disant « bons vivants » et autres « grivois ». Le NPA s'associe à l'indignation de toutes les femmes concernées et participera de la mobilisation unitaire pour une redéfinition du harcèlement sexuel comme délit et la fin de l'impunité.

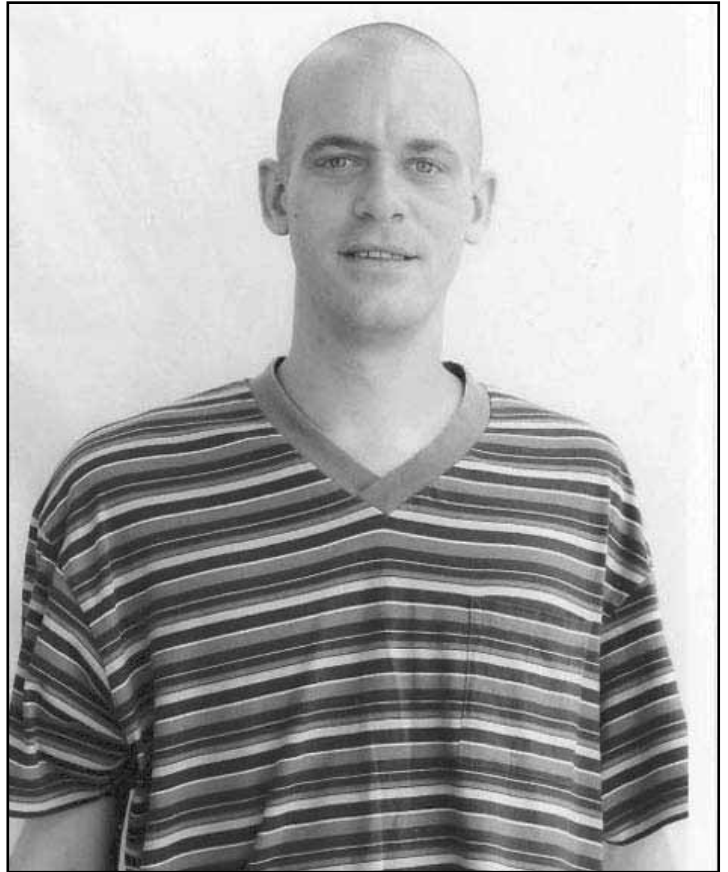
c'est le signe de l'exaspération des prisonniers. 123 sont prisonniers depuis plus de 25 ans. On en compte 400 qui sont malades, dont 18 de cancers. Certains ont des handicaps lourds (chaises roulantes, handicapés mentaux, aveugles...). Des enfants ont été condamnés à cinq ans de prison pour des actes qui n'ont blessé personne, quand des colons prennent six mois pour avoir tué des Palestiniens ou sont acquittés pour « légitime défense ».

Les revendications qui sont avancées doivent être connues et popularisées, car elles montrent ce que sont les prisons de la « seule démocratie du Moyen-Orient » :

- Fin de l'isolement, qui est reconnu par les organismes internationaux comme une forme de torture ; cela concerne en ce moment 24 prisonniers.
- Fin de la détention administrative, cela concerne 300 prisonniers pour lesquels aucune procédure judiciaire n'est engagée, simplement un avis sur le fait que leur mise en liberté présenterait un risque pour la sécurité nationale (c'est une formule qui date du mandat britannique!) ; une décision renouvelable de six mois en six mois, et cela peut durer des années et des années, sans jugement et sans avocat !
- Droit aux études et accès aux livres, en particulier pour les enfants ; il y a 90 enfants de 8 à 16 ans dans les prisons israéliennes, condamnés par des tribunaux militaires et ils sont actuellement interdits d'études et de lecture ; pas d'autorisation aux associations pour les rencontrer, pas d'autorisation aux adultes de les aider; six à sept mois parfois sans visite, et quand les parents viennent la rencontre se fait derrière une vitre et par téléphone ; Israël assassine l'enfance de ces enfants.
- Droit de visite des familles pour les emprisonnés de Gaza (actuellement 400); les Gazaouis sont interdits de toute visite depuis des années.
- Amélioration des conditions de détention qui sont franchement sordides.

Quel est ton message au mouvement de solidarité en France ?

Nous en sommes au 10^e jour pour les 1 600 qui ont commencé la grève le 17 avril, d'autres se sont joints depuis. Il



Il y a urgence absolue que partout dans le monde ce mouvement soit connu et soutenu, que les gouvernements du monde entier soient obligés d'interpeller Israël et mettre cet État devant ses responsabilités. Au-delà, vous avez une responsabilité pour l'élargissement du mouvement qui doit obtenir la fin de l'impunité d'Israël et son régime qui est pire que l'apartheid car il s'agit d'une volonté d'évacuer les Palestiniens. Pendant mon incarcération, les deux événements les plus importants ont été la victoire du peuple libanais en 2006 et le printemps arabe en cours, où des dictateurs qui avaient vendu les intérêts de leurs peuples ont été chassés. Votre première responsabilité ici, c'est d'obtenir un changement politique en France, que la France retrouve une attitude indépendante et cesse son alignement sur la politique des USA et d'Israël.

Propos recueillis par Roger Devaneuse, le 26 avril

Cette BD raconte l'histoire d'Olympe de Gouges, qui, au XVIII^{ème} siècle, siècle des Lumières et de la révolution, a consacré sa vie à la lutte pour les droits des femmes, une lutte qu'elle a initiée et qui commençait à faire ses premiers pas en Europe.

De Montauban où elle est née en 1748, à Paris où on la suit jusqu'à sa mort sur l'échafaud en 1793, sa vie est un combat pour affirmer son propre droit à une existence indépendante, droit qui était alors refusé aux femmes. Elle a fait de ce combat, dans le bouillonnement de la période révolutionnaire, celui de toutes les femmes de son époque.

Les beaux dessins de la BD nous font d'abord vivre sa vie de jeune bourgeoise provinciale, mariée et mère d'un enfant qui, se retrouvant veuve à 18 ans, n'aspire plus qu'à l'indépendance, à la liberté, et en particulier celle de « *pouvoir se choisir* », dira-t-elle au compagnon d'origine noble qui l'accompagnera tout au long de sa vie, devenant son amant et riche protecteur. Elle lui refusera le mariage toute sa vie. Charles Biétrix lui permettra matériellement de devenir à Paris où ils s'installent séparément, une femme de lettres engagée et une pamphlétaire redoutée, tout en étant pour son fils une mère présente et attentive. Elle fréquente les Lumières, écrit des pièces de théâtre, dont une qui la rend célèbre sur l'Esclavage des Noirs, qui dénonçait le Code noir de Louis XIV.

La BD nous fait suivre les premiers événements de la révolution française dans lesquels Olympe de Gouges s'engage pleinement. Elle assiste aux Etats généraux, descend dans la rue aux côtés des sans-culottes, intervient dans les clubs, revendiquant pour les femmes le droit de faire de la politique, de prendre position sur tout et d'imposer au même titre que les hommes leur point de vue. C'est là qu'elle se heurtera aux dirigeants politiques de la bourgeoisie de l'époque, des girondins aux jacobins, qui dans la déclaration des



droits de l'homme avaient oublié... la femme. Pour les femmes, elle revendique tous les droits civils et politiques, dans « *la déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* » qu'elle rédige en 1791.

Durant cette période, elle s'engage aussi pour l'abolition de l'esclavage et toujours défend une démocratie qui donne la parole à tous et toutes. Restée fidèle aux girondins, opposée aux Robespierriéristes et aux ultras de la Révolution, elle est guillotinée pendant la Terreur.

Cette BD est un portrait vivant féminin et féministe, le récit d'une vie mouvementée et engagée qui rend un bel hommage à l'une des pionnières du féminisme.

Christine Héraud

La déclaration des droits de la femme et de la citoyenne

C'est en 1791 qu'Olympe de Gouges rédige la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne (dédiée à la reine), en réaction à la Déclaration des droits de l'homme, exclusivement masculine qui ignorait les femmes tout autant que les esclaves. Porte-parole des femmes dont la bourgeoisie révolutionnaire ne reconnaissait pas l'existence, elle y écrit : « *La femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits.* » et « *La femme a le droit de monter à l'échafaud, elle doit aussi avoir le droit de monter à la tribune.* ». Révolutionnaires en leur temps, ces deux articles resteront d'une brûlante actualité en France jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle.

On peut trouver l'intégralité de la déclaration sur de nombreux sites internet.

